



COMMUNE DE LAMBESC

REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

Effectif du Conseil Municipal	29
Conseillers en exercice	29
Qui ont pris part à la délibération	29

SEANCE DU  
10 DECEMBRE 2025

Le dix décembre deux mille vingt cinq, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de LAMBESC a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Bernard RAMOND, et à la suite de la convocation faite par Monsieur le Maire le quatre décembre deux mille vingt cinq et ce conformément aux articles L 2121-10, L 2121-12, L 2121-17 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**PRESENTS :** Bernard RAMOND, Claire BLANC, Jean-Jacques DECORDE, Martine CHABERT, Hubert BACHELARD, Fabienne RAMOND, Jacques GAÏOLI, Dominique PELLEGRIN, Alain ARIA, Joëlle BENAZET, Bruno BRETON, Violette ROMERA, Jocelyne PASTOR, Yvon CASTINEL, Hervé SUGNER, Karen LECLUSE, Anne-Laure JOLY, Jean-Michel CARRETERO, Valérie FARGIER, Philippe BERNARD, Magalie TRAMIER, Guy GARCIN, Dominique MEYER

**REPRESENTES :** Bernard MAYER à Jacques GAÏOLI, Diana PELLETIER à Claire BLANC, Sylvie PORRY à Martine CHABERT, Corinne ARCHAMBAULT à Dominique MEYER, François BERGA à Jean-Michel CARRETERO, Hélène ALLIETTA à Valérie FARGIER

**SECRETAIRE DE SEANCE :** Anne-Laure JOLY

DELIBERATION N° 2025-135	<b>Urbanisme</b>  Acquisition auprès des Epoux CHAUVIERE d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée section CN n° 698
-----------------------------	--

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2211-1 relatif à la gestion des biens et opérations immobilières ;

Envoyé en préfecture le 19/12/2025  
Reçu en préfecture le 19/12/2025  
Publié le  
ID : 013-211300504-20251210-DB\_2025\_135-DE

VU l'article L 1211-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et les articles L 1311-9 et L 1311-10 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la consultation préalable de l'autorité compétente de l'Etat dans le cadre d'opérations immobilières ;

VU le plan de division dressé le 01 juin 2025 par Monsieur Jeremy Vagné géomètre expert ;

VU le courrier de Monsieur Gilles CHAUVIERE du 24 septembre 2025 proposant la cession d'une emprise de 302 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section CN n°698 pour un montant de 2 000 € ;

VU le courrier d'acceptation de Monsieur le Maire du 14 octobre 2025 ;

**CONSIDERANT** que cette acquisition ne faisant pas partie d'une opération d'ensemble d'un montant égal ou supérieur à 180 000 euros, un avis des domaines n'est pas nécessaire,

**CONSIDERANT** que cette acquisition permet notamment la régularisation foncière au compte de la Ville d'une portion de l'allée des Lauriers,

Monsieur le Maire expose à l'assemblée qu'il est opportun, dans le cadre d'un aménagement futur de cette voie, d'acquérir une portion de 302 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section CO n°698, celle-ci constituant une partie de l'allée des Lauriers.

**Après en avoir délibéré  
LE CONSEIL MUNICIPAL**

- **DECIDE** d'acquérir auprès des Epoux CHAUVIERE une portion de 302 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section CO n°698 au prix de 2 000 €
- **CHARGE** Maître Paul Sabatier, notaire à Lambesc, de rédiger l'acte authentique correspondant
- **DIT** que les frais notariés seront pris en charge par la commune
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou en cas d'empêchement Madame la 1<sup>ère</sup> adjointe, à signer tous documents nécessaires à la conclusion de cette transaction et notamment l'acte authentique
- **PRECISE** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de sa publication. Le requérant peut former son recours soit par voie postale au greffe de la juridiction, soit par voie électronique, par le biais de l'application « Télérécourse citoyen » accessible depuis le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce délai, il peut être présenté un recours administratif auprès de la commune, prorogeant le délai de recours contentieux.

**La présente délibération est adoptée à l'unanimité**

**Délibéré à Lambesc les jour, mois et an que dessus.**

**La Secrétaire de Séance**

**Anne-Laure JOLY**



**Le Maire de Lambesc,**



**Bernard RAMOND**